

Le développement durable : une aubaine pour les entrepreneurs

Dire que nous sommes en crise est un lieu commun. Une crise de civilisation, qui revêt des formes multiples telles que la crise financière dont nous parlons beaucoup aujourd'hui, mais aussi la crise de l'énergie, la crise de la biodiversité, les crises alimentaires, les crises d'identité dans de nombreux pays, etc. Chacun ressent la nécessité de trouver de nouveaux modèles pour notre développement, tout en s'inquiétant du nécessaire abandon des anciens repères. Tout changement comporte un risque, mais l'absence de changement est le risque absolu. Comme le dit Edgar Morin, «*Le système Terre est incapable de s'organiser pour traiter ses problèmes vitaux*», et une métamorphose est nécessaire si l'on veut éviter la «*désintégration*¹». Appelons développement durable la recherche de cette métamorphose.

Le thème de l'eau illustre parfaitement cette situation. Que ce soit dans la gestion de l'eau potable livrée au robinet, ou celle des bassins hydrographiques des grandes régions du monde, le besoin d'un renouveau des concepts et des organisations se fait fortement sentir, comme en attestent les articles de ce dossier. Les modèles sont ébranlés, mais on a du mal à les abandonner. «*La difficulté n'est pas de comprendre des idées nouvelles, mais d'échapper aux idées anciennes*» disait l'économiste John Maynard Keynes.

Dominique BIDOU (N63)

Aujourd'hui consultant en développement durable et président du centre d'information et de documentation sur le bruit (CIDB), Dominique Bidou a été directeur au ministère de l'environnement et président de l'association haute qualité environnementale (HQE). Il est l'auteur de plusieurs livres sur le développement durable, notamment «*Le développement durable, l'intelligence du XXI^e siècle*» publié en novembre 2011 aux éditions PC. Il tient une chronique régulière sur le développement durable sur le site www.db-dd.org



Dominique BIDOU
(N63)

Expert démographe
Membre du bureau du
club Intermines
Environnement & DD

Une première approche a eu lieu en France, il y a quelques années, avec les «villes pilotes» pour les économies d'eau. Ces programmes ont permis d'éviter de créer de nouveaux barrages, de nouveaux ouvrages en général, tout en offrant aux usagers la même qualité de service. On le constate également avec l'énergie, la ressource la plus intéressante est celle que l'on ne consomme pas. Mais il faut pour cela de nouveaux modèles économiques, fondés non plus sur l'importance des flux de matières mais sur la qualité du service rendu. Le développement durable prend notamment la forme d'une recherche passionnée de l'efficacité, le minimum de ressources devant procurer le maximum d'utilité et de plaisir. Mais ce n'est pas tant l'eau des villes qui pose problème que l'eau des champs. En France, un «plan d'adaptation de la gestion de l'eau en agriculture» est en préparation et le projet a été rendu public le 17 novembre 2011 par les deux

ministres, en charge de l'eau et de l'agriculture. On est surpris de voir que l'augmentation des réserves, par la création de retenues, soit une solution présentée sur le même pied que la diffusion de pratiques économes, comme le choix de végétaux plus sobres. Et avec des moyens bien plus importants, 90 millions d'euros sur cinq ans, contre 27 pour l'amélioration de l'efficacité. Le «toujours plus», dont chacun connaît aujourd'hui les limites, domine encore largement le «toujours mieux», voie d'avenir durable économiquement et écologiquement. Il est difficile de changer d'état d'esprit.

Un autre changement profond dans les mentalités, nécessaire au titre du développement durable, consiste à s'intéresser au rejet, au moins autant qu'à la ressource. De grandes compagnies investissent des milliards d'euros ou de dollars pour aller chercher de l'énergie fossile dans des conditions extrêmes, ou dangereuses pour l'environnement. Le pétrole sous les pôles, les sables bitumineux, les gaz non conventionnels, s'inscrivent dans le prolongement d'une économie carbonée, alors que nous savons tous qu'il faut sortir au plus vite de la dépendance au carbone. Quel dommage de voir cette ingéniosité et ses exploits techniques détournés du sens de l'histoire. Les techniques les plus pointues, les compétences les plus fines, au profit de l'économie du passé : quel gâchis. L'enjeu majeur aujourd'hui n'est pas la pénurie d'énergie, mais les conséquences de la combustion du car-

bone sur le réchauffement climatique. Une économie du rejet, sur la base de taxe carbone ou de quotas, voire de certificats d'économies, tente de se superposer à l'économie de la ressource, mais tout est à inventer, les concepts sont à affiner, et des ajustements, même parfois des remises en cause, seront nécessaires pendant longtemps alors que la transition doit s'opérer au plus vite. Là encore, l'eau a joué un rôle précurseur. C'est pour traiter les émissions polluantes des bassins hydrographiques que le système des permis d'émission négociables, les fameux «droits à polluer», a été imaginé. Un marché sur les rejets, et non plus sur les ressources.

Le champ économique s'est considérablement élargi. Des biens naturels abondants, comme l'eau et l'air, ou même encore le paysage et la biodiversité, longtemps tenus à l'écart des considérations économiques, y seront de plus en plus intégrés. Le caractère vital de ces ressources leur confère inévitablement une dimension politique qui se télescope avec l'approche économique. Une confrontation inévitablement turbulente entre deux domaines qui n'obéissent pas aux mêmes lois.

Revenir au service rendu, élargir le champ de l'économie et refonder ses relations avec les orientations politiques, trois considérations déterminantes pour réécrire la feuille de route de l'humanité. Le XXI^e siècle sera celui d'une transition toute particulière pour le genre humain. C'est le siècle

de sa stabilisation démographique, c'est le siècle aussi de la stabilisation des prélèvements de ressources que nous opérons dans l'environnement. Le progrès était synonyme d'expansion, il va falloir le concevoir sur une nouvelle base : l'intensification. Obtenir le maximum de services rendus à partir du moindre litre d'eau, du moindre kilowattheure, du moindre kilo de matières premières.

Cette transformation bouleverse les manières de penser et de travailler. Elle devrait affecter profondément les instruments économiques dont nous avons besoin pour nos échanges. Elle relève évidemment du défi. Elle ne se fera pas sans prise de risques et sans innovations à la fois techniques et sociétales. Affolante pour les conservateurs de tout poil, cette perspective est une formidable aubaine pour les entrepreneurs, au sens de l'esprit d'entreprise. Ne croyez pas ceux qui dépeignent le développement durable sous des traits austères, nostalgiques, et sous la menace imminente du châtimeur. Le développement durable est une nouvelle époque dans la vie de l'humanité. Il revient à nos générations d'opérer cette transition, et d'imaginer les bases de cette ère nouvelle. Un projet enthousiasmant qui doit mobiliser toute notre ingéniosité et nos talents, notre intelligence et notre sensibilité. ●